

A l'autre bout du monde, la Nouvelle-Calédonie

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 04 mai 2018

Depuis jeudi, Emmanuel Macron est en Nouvelle-Calédonie, à tout juste 6 mois du référendum prévu pour l'indépendance, et trente ans exactement après les « événements » d'Ouvéa, c'est-à-dire la prise d'otages d'une gendarmerie par des indépendantistes kanaks. Quatre gendarmes avaient péri au moment de l'attaque de la gendarmerie. L'assaut s'était soldé par 19 morts du côté des ravisseurs ; deux militaires y avaient trouvé la mort, le 5 mai 1988.

Voilà qui motive les indépendantistes à parler d'une véritable « provocation » dans la visite d'Emmanuel Macron. Combien sont-ils ? Une poignée. N'en déplaise à certains, ils sont nombreux, les kanaks loyalistes, et parfois depuis plusieurs générations.

Le 5 mai 1998, c'est cette fois sous le gouvernement de Lionel Jospin qu'avaient été signés les « Accords de Nouméa », prévoyant un transfert de compétences généralisé à la Nouvelle-Calédonie, et prévoyant l'organisation de consultations populaires sur l'auto-détermination des îles calédoniennes. Emmanuel Macron poursuit une politique inaugurée par les Accords de Nouméa. La question qui sera posée le 4 novembre prochain est sans ambiguïté : « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? »

Même si la plupart des observateurs s'accordent sur le fait que le « non » l'emporterait à une très large majorité, le signal envoyé est puissant. Certains organes de presse n'hésitent même pas à brandir le mot de « décolonisation », avec une irresponsabilité certaine, comme *La Dépêche*, qui parle des « étapes de la décolonisation ». Le terme est même repris par [le site de l'ONU](#). Ce n'est pas un hasard : depuis l'Afrique du Nord, on sait que l'ONU aime se mêler de nos territoires outre-mer, et on fait de la Nouvelle-Calédonie une affaire de principe. Il faut prouver au monde qu'on peut faire une « décolonisation réussie ». En attendant, la Nouvelle-Calédonie dépend encore pour 30 % de ces recettes publiques de la métropole, ce qui relativise sérieusement l'idée d'une indépendance, ce que les Calédoniens savent très bien. Et devant l'explosion de la délinquance, ils attendent aussi beaucoup d'un Etat fort, à tel point que Nouméa a été choisi comme territoire test pour la police de sécurité du quotidien, promesse de campagne du candidat Macron.

Le Président se montre plutôt favorable, bien qu'avec discrétion, au maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la communauté française. Et pour cause : outre l'enjeu bien connu du nickel, c'est aussi la question d'une zone économique exclusive de 1 740 000 km² qui disparaîtrait dans le Pacifique avec l'indépendance.

Mais plus fondamentalement, ce qui frappe aujourd'hui, c'est la difficulté des gouvernants à envisager un discours d'avenir et une vision pour ces terres françaises lointaines. En cas de *statu quo* à l'issue du vote de novembre, deux autres référendums sont prévus. On connaît la méthode : faire revoter les citoyens jusqu'à obtenir le résultat attendu ? La presse de gauche, pourtant grande prêtresse du vivre-ensemble, peut être prompte, sur de tels dossiers, à monter les communautés les unes contre les autres.

Il faut donc se rappeler ce qu'est la Nouvelle-Calédonie : une terre découverte par le britannique James Cook, qui lui donna son nom en y voyant une réminiscence, aux Antipodes, des paysages écossais. Mais surtout, une terre convertie par la France, et la foi des missionnaires maristes, qui ont donné naissance à une communauté catholique qui rassemble aujourd'hui plus de la moitié des habitants, qu'ils soient blancs ou kanaks. La jungle calédonienne porte encore la trace de leur passage et de leurs frêles constructions : églises, écoles et dispensaires. C'est cet héritage commun et méconnu qu'il faut aujourd'hui préserver.

Constance Prazel

